

OCTOBRE 2013
n°221

SOMMAIRE

**Panorama des
marchés financiers et
chiffres clés**

PLACEMENT DES LIQUIDITES : PASSAGE EN REVUE DES SITUATIONS COMPLEXES

Comme évoqué dans notre lettre N° 220 de septembre 2013, **la solution pour placer au mieux ses liquidités consiste à se tourner vers l'assurance vie à frais 0 % pour profiter pleinement de la performance des fonds en euros et ce dans un cadre fiscal privilégié.**

Toutefois, le recours au PEL peut sembler être un concurrent sérieux à l'assurance vie dans la mesure où son rendement net demeure très attractif. Si le rendement brut fixé à 2,50 % est inférieur à celui de l'assurance vie, le rendement après fiscalité ressort à 2,11 % ce qui devient extrêmement compétitif pour rémunérer ses liquidités. L'explication est simple : les intérêts des PEL de moins de 12 ans ne sont pas imposés à l'impôt sur le revenu mais uniquement soumis aux prélèvements sociaux. Il faut toutefois signaler que **ce taux net de 2,11 % n'est acquis qu'à la condition que le retrait des fonds intervienne après le deuxième anniversaire du PEL. En cas de retrait avant ce terme, le rendement servi n'est que de 0,63 %.** De ce fait, **le PEL ne peut pas être assimilé à une solution de rémunération de l'épargne à court terme...sauf à posséder un PEL déjà ouvert depuis plus de deux ans.** Précisons également que les versements sur les PEL ne sont autorisés que sur les plans de moins de 10 ans sous réserve de ne pas dépasser le plafond de versement fixé à 61 200 €.

Pour que le PEL soit plus rentable que l'assurance vie à frais 0 %, il faut obligatoirement réunir les trois conditions suivantes : disposer d'un PEL ouvert depuis plus de deux ans, être imposé à un taux supérieur ou égal à 30 % et ne pas posséder de contrat d'assurance vie à frais 0 % de plus de 4 ans. **Dans tous les autres cas, l'assurance vie est plus rentable que le PEL.** Toutefois, même si les trois condi-

Si vous avez contracté des emprunts pour financer votre résidence principale, secondaire ou tout autre bien immobilier, il y a 80 % de chances que vous ayez été victime d'une erreur. Si tel est le cas, vous pouvez obtenir réparation et récupérer une bonne partie des intérêts payés à la banque !

S'agissant d'un domaine très spécifique, vous ne pouvez pas agir seul, il faut impérativement vous entourer des services d'un professionnel. Pour ce faire, nous nous sommes rapprochés d'un cabinet spécialisé qui, sur les **2 500 dossiers de prêts étudiés à ce jour, a obtenu plus de 100 millions d'euros d'indemnisation pour les 2 000 emprunteurs dont les offres n'étaient pas conformes.** Pour savoir si vous figurez parmi les victimes, il suffit simplement de nous adresser une copie de vos offres de prêt accompagnée des tableaux d'amortissement et des éventuels contrats d'assurance vie donnés en garantie. Il est à souligner que ce cabinet ne traite **que les emprunts de plus de 80 000 €.** Si, après étude (**gratuite et sans engagement**), il s'avère que votre dossier est entaché d'irrégularités, nous vous communiquerons le montant de l'indemnisation à laquelle vous pourriez prétendre. Ensuite libre à vous de mandater ce cabinet pour qu'il entame les démarches auprès de votre banque.

tions requises sont réunies, il n'est pas certain que le PEL soit une solution pertinente **puisque tout retrait sur un PEL entraîne obligatoirement sa clôture**. Ainsi, utiliser un PEL d'une valeur de 50 000 € pour y placer 10 000 € de liquidités n'est pas opportun puisque lors de la récupération des 10 000 €, la banque procédera obligatoirement à la clôture du PEL et débitera donc plus de 60 000 €.

A ce sujet, **si vous êtes détenteur d'un PEL de plus de 12 ans, vous n'êtes pas sans savoir que les intérêts des PEL sont fiscalisés**. Dès lors, **il faut vous assurer que le rendement après impôts reste compétitif**. Pour ce faire, il suffit de vous référer au tableau ci-dessous qui indique le taux net du PEL en fonction de votre taux d'imposition. Afin de rendre ce tableau plus lisible, nous avons indiqué l'action à entreprendre, à savoir conserver le PEL ou le solder en vue de replacer les capitaux sur un contrat d'assurance à frais 0 %. La mention « Etudier » suppose de solder le PEL à la condition d'être en mesure de replacer les capitaux sur un contrat d'assurance vie à frais 0 % ouvert il y a plus de 4 ans ou 8 ans.

Taux d'imposition	PEL ouvert du 01/07/85 au 15/05/86 (4,75 %)	PEL ouvert du 16/05/86 au 06/02/94 (4,62 %)	PEL ouvert du 07/02/94 au 22/01/97 (3,84 %)	PEL ouvert du 23/01/97 au 08/06/98 (3,10 %)	PEL ouvert du 09/06/98 au 25/07/99 (2,90 %)	PEL ouvert du 26/07/99 au 30/06/00 (2,61 %)	PEL ouvert du 01/07/00 au 11/12/02 (3,27 %)
0 %	Conserver (4,01 %)	Conserver (3,90 %)	Conserver (3,24 %)	Conserver (2,62 %)	Etudier (2,45 %)	Solder (2,21 %)	Conserver (2,76 %)
5,5 %	Conserver (3,77 %)	Conserver (3,66 %)	Conserver (3,04 %)	Conserver (2,46 %)	Etudier (2,30 %)	Solder (2,07 %)	Conserver (2,59 %)
14 %	Conserver (3,38 %)	Conserver (3,29 %)	Conserver (2,73 %)	Etudier (2,21 %)	Etudier (2,07 %)	Solder (1,86 %)	Conserver (2,33 %)
30 %	Conserver (2,66 %)	Conserver (2,59 %)	Conserver (2,15 %)	Etudier (1,74 %)	Etudier (1,62 %)	Solder (1,46 %)	Etudier (1,83 %)
41 %	Etudier (2,17 %)	Etudier (2,11 %)	Etudier (1,75 %)	Etudier (1,41 %)	Solder (1,32 %)	Solder (1,19 %)	Etudier (1,49 %)
45 %	Etudier (1,99 %)	Etudier (1,93 %)	Etudier (1,60 %)	Solder (1,30 %)	Solder (1,21 %)	Solder (1,09 %)	Etudier (1,37 %)

Reste encore à aborder un autre cas complexe qui concerne **le poids des frais au regard de l'antériorité fiscale du contrat**. Nous avons expliqué dans notre lettre du mois dernier que la meilleure solution en vue de placer ses liquidités consistait à opter pour un contrat d'assurance à frais 0 % dans le but d'éviter que les frais prélevés dès l'origine n'ampudent la performance de l'épargne. Il est à noter que la fiscalité joue aussi un rôle négatif sur la valorisation globale de l'épargne. La question est alors de savoir lorsqu'on est en présence d'un contrat ancien qui bénéficie d'une fiscalité favorable (23 % pour les contrats de plus de 8 ans) s'il est plus rentable de verser ses liquidités sur ce contrat sachant que des frais d'entrée seront prélevés ou s'il est préférable d'ouvrir un contrat à frais 0 % et de supporter une fiscalité plus lourde ? Pour mémoire, le taux de 23 % évoqué ci-dessus se calcule comme suit : 7,50 % au titre de l'IR après abattement annuel de 4 600 € pour une personne seule ou 9 200 € pour un couple + 15,50 % au titre des prélèvements sociaux.

Le tableau ci-dessous indique le niveau de frais au-delà duquel il est préférable d'ouvrir un nouveau contrat à frais 0 % plutôt que de reverser sur un contrat ancien soumis à des frais d'entrée. Par exemple, **si vous êtes imposé à une tranche à 41 % ou à 45 % il est préférable d'ouvrir un nouveau contrat à frais 0 % si les frais sur le contrat de plus de 8 ans que vous possédez sont supérieurs à 0,90 %**. En effet, au-delà de 0,90 %, le poids des frais ne permet pas de compenser l'alourdissement de la fiscalité. Si vous êtes imposé à une tranche à 30 % et possédez un contrat de plus de 4 ans mais de moins de 8 ans, le taux de frais doit être au maximum de 0,40 % pour qu'un reversement sur le contrat existant soit plus rentable qu'une ouverture d'un nouveau contrat. **Pour les tranches marginales d'imposition inférieures à 30 %, l'antériorité du contrat n'intervenant pas puisque l'option au prélèvement libératoire n'est pas favorable, il est toujours préférable d'ouvrir un contrat à frais 0 %**.

Taux d'imposition	Contrat de plus de 4 ans et moins de 8 ans	Contrat de plus de 8 ans
0 %	La fiscalité à l'IR (15,50 %) est plus favorable donc la durée du contrat est sans importance. L'ouverture d'un contrat à frais 0 % est préférable.	La fiscalité à l'IR (15,50 %) est plus favorable donc la durée du contrat est sans importance. L'ouverture d'un contrat à frais 0 % est préférable.
5,50 %	La fiscalité à l'IR (20,72 %) est plus favorable donc la durée du contrat est sans importance. L'ouverture d'un contrat à frais 0 % est préférable.	La fiscalité à l'IR (20,72 %) est plus favorable donc la durée du contrat est sans importance. L'ouverture d'un contrat à frais 0 % est préférable.
14 %	La fiscalité à l'IR (28,79 %) est plus favorable donc la durée du contrat est sans importance. L'ouverture d'un contrat à frais 0 % est préférable.	L'option au prélèvement à 23 % est plus favorable. L'antériorité du contrat entre donc en ligne de compte. Si les frais sur le contrat existant sont supérieurs à 0 %, il est alors préférable de verser les fonds sur un contrat à frais 0%.

Taux d'imposition	Contrat de plus de 4 ans et moins de 8 ans	Contrat de plus de 8 ans
30 %	L'option au prélèvement à 30,50 % est plus favorable. L'antériorité du contrat entre donc en ligne de compte. Si les frais sur le contrat existant sont supérieurs à 0,40 %, il est alors préférable de verser les fonds sur un contrat à frais 0%.	L'option au prélèvement à 23 % est plus favorable. L'antériorité du contrat entre donc en ligne de compte. Si les frais sur le contrat de plus de 8 ans sont supérieurs à 0,60 %, il est alors préférable de verser les fonds sur un contrat à frais 0%.
41 % ou 45 %	L'option au prélèvement à 30,50 % est plus favorable. L'antériorité du contrat entre donc en ligne de compte. Si les frais sur le contrat existant sont supérieurs à 0,70 %, il est alors préférable de verser les fonds sur un contrat à frais 0%.	L'option au prélèvement à 23 % est plus favorable. L'antériorité du contrat entre donc en ligne de compte. Si les frais sur le contrat de plus de 8 ans sont supérieurs à 0,90 %, il est alors préférable de verser les fonds sur un contrat à frais 0%.

Dans les cas où l'utilisation d'un contrat ancien est préférable, **il faut intégrer le niveau de plus-value du contrat**. Dans les faits, cet élément s'avère déterminant puisque la compagnie va, lors de la récupération des capitaux, tenir compte de **la plus-value globale du contrat et non uniquement de celle générée par le versement**.

Afin de bien appréhender ce point, prenons l'exemple de Monsieur Dupont qui souhaite placer 30 000 € sur une période d'un an. Pour ce faire, Monsieur Dupont décide de verser ses liquidités sur un contrat d'assurance à frais 0 % ouvert depuis plus de 10 ans afin de bénéficier d'une fiscalité limitée à 23 %. La valeur de ce contrat, avant le versement complémentaire de 30 000 €, ressort à 160 000 € et affiche une plus-value de 60 %. Si le rendement du contrat est de 3 %, les 30 000 € vaudront 30 900 € au terme d'un an. Si Monsieur Dupont souhaite récupérer cette somme, contrairement à ce qu'il pensait, la plus-value ne sera pas calculée sur 900 € (30 900 € - 30 000 €) mais sur 10 374 € car elle est fonction du taux de plus-value globale du contrat. De ce fait, au lieu d'acquitter un impôt de 207 € (23 % de 900 €), il devra régler 2 386 € (23 % de 10 374 €), soit un montant largement supérieur au gain de 900 €. Autrement dit, les 30 000 € placés à 3 % sont devenus 28 514 € après impact fiscal ce qui correspond à un **rendement négatif** de 4,95 %. Dans ce cas, il est évident que Monsieur Dupont a effectué le mauvais choix.

S'il avait demandé conseil à son gestionnaire de patrimoine, ce dernier lui aurait proposé d'ouvrir un nouveau contrat d'assurance à frais 0 % pour y déposer ses 30 000 €. Et en fonction de sa tranche d'imposition, il aurait obtenu un rendement net après impôt compris entre 2,54 % (soit 30 762 €) à 1,59 % (soit 30 477 €). Cet exemple démontre une nouvelle fois que la gestion de patrimoine est une discipline pour le moins complexe et que même un acte aussi simple que la gestion des liquidités requiert les conseils d'un professionnel.

Il est à noter que, **même dans l'hypothèse d'un taux de plus-value moindre, l'ouverture d'un nouveau contrat demeure plus rentable**. Ainsi, pour un taux de plus-value fixé à 10 %, soit une valeur du contrat de 110 000 € avant versement des 30 000 €, la plus-value liée au rachat des 30 900 € ressort à 3 043 € d'où un rendement de 0,67 %.

En revanche, **si la valeur du contrat est faible au regard du versement réalisé, alors l'opération devient pertinente**. En effet, si la valeur du contrat n'est pas de 160 000 € mais de 1 600 €, alors la plus-value globale lors du retrait des 30 900 € sera limitée à 1 470 €, d'où un rendement net de 1,87 %. Si la plus-value du contrat n'était pas de 60 % mais de 10 %, c'est à dire que la valeur du contrat était de 1 100 €, alors le rendement ressortirait à 2,24 %.

Bien évidemment, si le contrat existant se trouve être en moins-value, l'opération deviendra très rentable puisque les intérêts ne seront pas taxés et le rendement net sera donc de 3 %.

En résumé, dans la majorité des cas, il est plus rentable d'ouvrir un nouveau contrat à frais 0 % que d'effectuer un reversement sur un ancien contrat défiscalisé...et ce, même en cas d'absence de frais sur le reversement. Les seuls cas où une telle opération s'avère moins rentable concernent le reversement sur un contrat en moins-value ou sur un contrat dont le taux de plus-value est très faible (de l'ordre de 15 % à 20 %) et dont la valeur est modique au regard du reversement effectué (au moins 3 fois moindre).

En conclusion, hormis de très rares exceptions, l'ouverture d'un contrat à frais 0 % est incontournable pour rémunérer au mieux vos liquidités. **Pour ceux d'entre vous qui ne disposent pas de trésorerie dans l'immédiat, nous vous précisons qu'il est opportun d'ouvrir un contrat à frais 0 % en y versant le minimum requis**. Ceci vous permettra de disposer du bon outil lorsque vous serez à la recherche d'une solution pour placer vos capitaux.

Nous vous rappelons que nous proposons deux contrats à frais 0 %, à savoir **NETLIFE** et **E-NOVLINE** qui, au demeurant, sont **extrêmement performants**. Pour mémoire, les performances sont les suivantes : **3,51 % en 2012 pour NETLIFE et 3,42 % pour E-NOVLINE. Sur les trois dernières années, le rendement ressort à 12,10 % pour NETLIFE et 11,70 % pour E-NOVLINE**. Qui plus est, ces deux contrats sont très abordables puisque **l'ouverture minimum est fixée à 1 000 € pour le contrat NETLIFE et à 1 500 € pour le contrat E-NOVLINE**. N'hésitez surtout pas à nous interroger pour de plus amples renseignements.

PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 30 septembre 2013

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	4 143,44	5,33%	13,80%	11,53%	2,76%
PARIS (CAC Mid&Small)	8 069,17	5,37%	18,46%	23,05%	38,19%
PARIS (CAC All-Tradable)	3 133,28	4,83%	14,84%	15,83%	10,24%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	2 893,15	6,30%	9,76%	5,29%	-4,77%
NEW YORK (Dow Jones)	15 129,67	2,16%	15,46%	40,24%	40,85%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	3 771,48	5,06%	24,90%	59,23%	82,26%
FRANCFORT (Dax Xetra)	8 069,17	-0,42%	6,00%	29,54%	38,38%
LONDRES (FTSE 100)	6 462,22	0,77%	9,57%	16,47%	31,82%
TOKYO (Nikkei 225)	14 455,80	7,97%	39,06%	54,29%	28,38%
MONDE (Msci World) en Euros	121,27	2,25%	9,53%	26,27%	34,49%

Taux d'intérêt	jour le jour	3 mois	1 an	10 ans	20 ans
FRANCE	0,10%	0,22%	0,21%	2,45%	3,28%
ETATS-UNIS	0,12%	0,25%	0,42%	2,57%	3,53%
ROYAUME-UNI	0,38%	0,52%	0,41%	2,72%	3,40%
JAPON	0,01%	0,15%	0,41%	0,64%	1,56%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	31 790 €	-5,92%	-13,02%	2,68%	51,38%
NAPOLEON	193,90 €	-5,46%	-15,51%	3,75%	32,81%
EURO / DOLLAR	\$ 1,3532	2,24%	3,52%	-0,85%	-5,39%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8364	-2,06%	-0,94%	-2,74%	5,83%
EURO / 100 YENS	¥ 133,05	2,34%	4,48%	17,04%	-11,58%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,2237	-0,59%	-0,01%	-7,90%	-22,42%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 30 septembre 2013

BUDGET 2013	371,5 milliards d'euros (dt déficit = 62,6 mds)
PIB 2012	2 035 milliards d'euros
DETTE PUBLIQUE	1 912,2 milliards d'euros soit 93,4 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,50 % au 2 ^{ème} trimestre 2013
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 086 euros par mois à compter du 01/01/2013
SMIC	9,43 euros à compter du 01/01/2013
INDICE DES PRIX	+ 0,90 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 1,96 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 1,20 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,50 % de la population active

2, Avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex - Tél : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr
www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Roubaix-Tourcoing B 392 608 311

Conseiller en Investissement Financier référencé sous le n° E001631 par l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF

Société de courtage d'assurance n° ORIAS 07 005 844 - Garantie financière et responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du code des assurances

Carte de démarchage financier n° 2050880203VB - Transactions sur immeubles et fonds de commerce - Carte professionnelle n° 2032 T